durs viennent de nouveau frapper à notre porte.

Notre attitude, en ce qui concerne la politique d'une préférence impériale, a été si fréquemment mal interprétée qu'il est de mon devoir de répéter tout ce que mes prédécesseurs depuis 1902 ont déclaré dans leur message annuel. En tant que Canadiens, nous sommes, d'abord et avant tout, pour le développement de notre propre pays. Notre but est de produire au moyen de matériaux canadiens et avec le travail canadien tout ce que les conditions économiques de ce pays nous permettent de produire. A cette fin, nous demandons un tarif dont la protection minimum sera assez élevée pour réserver aux manufacturiers canadiens le marché domestique. Nous comprenons cependant qu'il y a beaucoup d'articles que nous ne produisons pas et ne pouvons pas produire en ce pays, et, quand il est pour nous nécessaire d'aller au dehors, nous avons croyance dans une préférence qui demandera à la mère-patrie et à nos colonies sœurs ce dont a besoin notre commerce, avant de le demander aux étrangers. En d'autres mots, notre devise est: "Conservez votre argent en circulation au pays, en achetant des marchandises fabriquées au Canada, et quand vous ne pouvez pas avoir ce que vous voulez au pays, achetez-le dans l'empire britannique."

Le président dit, au sujet de la rareté de la main-d'oeuvre expérimentée, que, ou nous devons importer plus d'artisans des autres pays, ou nous devons donner des facilités d'éducation qui devront permettre à nos jeunes Canadiens d'arriver aux plus importantes situations dans les manufactures. La première méthode est le moyen d'obtenir un soulagement immédiat; la seconde est le seul moyen d'assurer pour l'avenir le personnel nécessaire.

Il nous est impossible de donner in-extenso les discours des divers orateurs ainsi que les conférences dont nous parlons plus haut, qui sont d'ailleurs réservées à l'"Industrial Canada", organe de l'Association. Mais au besoin nous y reviendrons.

Les élections des officiers pour l'année prochaine ont donné les résultats suivants:

Président, Honorable J. D. Rolland, Montréal; Ontario, vice-présidents, John Hendry, Hamilton, Ont., et R. Hobson, Hamilton, Ont.; Québec, vice-président, D. L. McGibbon, Montréal; Nouvelle-Ecosse, vice-président, T. M. Cutler, Halifax; Colombie-Anglaise, vice-président, A. P. McLelland, Vancouver; Nouveau-Brunswick, vice-président, C. MacDonald St. John; Ile du Prince-Edouard, vice-président, F. E. Hazzard, Charlottetown; Alberta et Saskatchewan, vice-président, A. G. Cross, Calgary; trésorier, George Booth, Toronto.

Le banquet offert par la succursale de Toronto aux membres présents à la convention avait réuni 240 invités au Kig Edward Hotel. Le nouveau président, l'Honorable J. D. Rolland, en proposant la santé du roi, a fait ressortir l'importance nationale de l'Association. Elle est maintenant représentée dans chaque Cité du Canada, et on lui doit beaucoup pour les progrès constatés dans l'industrie. Il rappelle que, d'après le bureau de recensement, la valeur des marchandises manufacturées a augmenté de \$481,000,000 en 1901 à \$712,000,000 en 1906. Il rappelle l'époque à laquelle les manufacturiers canadiens, dans le but de vendre leurs marchandises, devaient cacher leur origine, quand maintenant les manufacturiers étrangers mettent le castor ou la feuille d'érable sur leurs marchandises pour les vendre. Le temps est venu de faire une campagne en faveur des marchandises "made in Canada." Il est heureux de constater que les manufacturiers ont réussi à obtenir l'abolition de la taxe qui pesait sur les commis-voyageurs. A la fin de son discours, l'Honorable J. D. Rolland, le président, reçut une ovation.

Parmi les divers discours prononcés à la fin du banquet, celui de Sir Wilfrid Laurier était un de ceux qu'on attendait avec l'intérêt le plus marqué. Au sujet des relations commerciales du Canada, Sir Wilfrid déclare qu'il aborde ce sujet avec quelque méfiance devant une association de manufacturiers. "Il y a quelques années, dit-il, nous avons adopté une politique de préférence envers la Grande-Bretagne. Je ne pense pas que quiconque ayant un peu d'expérience puisse trouver cette politique fautive.

Elle n'a peut-être pas produit tout ce qu'on en attendait, mais il me reste encore à apprendre qu'une institution humaine est parfaite. En somme, je prétends qu'elle a été satisfaisante, raisonnable et heureuse dans ses résultats. Si j'avais mon entière liberté, je pourrais dire en toute franchise que j'aurais un système différent. Je voudrais le libre échange universel dans l'empire britannique." Sir Wilfrid déclare que, s'il ne veut pas qu'on lui dicte du dehors la politique fiscale à suivre, de même il ne veut pas dicter aux gens du vieux pays leur propre politique fiscale. Il fait remarquer que nos relations diplomatiques conduites par le gouvernement britannique n'ont pas été aussi heureuses que nous l'aurions voulu. Aussi en est-on venu à la conclusion qu'il vaudrait mieux gérer nos affaires nous-mêmes plutôt que de les mettre entre les mains des ministres de la Grande-Bretagne. Cette réforme, longtemps attendue, est enfin devenue une réalité vraie. C'est ainsi qu'un traité de commerce vient d'être conclu entre la France et le Canada, traité qui a été l'oeuvre d'un Canadien seulement. Il pense que ce traité sera satisfaisant non seulement aux fermiers, mais encore aux manufacturiers canadiens. Parlant de la All Red Route, Sir Wilfrid dit qu'il a pleine confiance que ce projet peut être accompli, qu'il faut qu'il le soit et qu'il le sera.

Mr. George W. Stephens, président de la commission du havre de Montréal, a abordé le sujet des transports par voie d'eau. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce discours qui a valu à son auteur des applaudissements enthousiastes.

Pour terminer, l'assemblée chanta l'hymne national, après lequel, sur la demande de Sir Wilfrid Laurier, trois vivats pour le nouveau président furent poussés de tout coeur.

LE NORD-OUEST CANADIEN.

Règlements concernant les Homesteads

Toute section de nombre pair des terres du Dominion, dans l'Ouest du Canada, excepté 8 et 25, non réservée pour les homesteads ou réservée pour fournir des lots à bois pour les colons ou dans tout autre but, pourra être prise comme homestead par tout chef de famille ou par tout individu mâle âgé de plus de dix-huit ans, jusqu'à une étendue de un quart de section de 160 acres, plus ou moins.

Entrée : L'entrée doit être faite personnellement, au bureau local des Terres, pour le district où se trouve le terrain à prendre. \$10.00 seront chargés pour cette entrée.

Devoirs du Colon : Un colon auquel on accorde une entrée pour un homestead, est obligé, par l'Acte des Terres du Dominion et ses amendements, de remplir les conditions s'y rapportant, de l'une des manières suivantes :

(1) Résider au moins six mois sur le homestead et la mise en culture de celui-ci, chaque année, pendant trois ans. La coutume est d'exiger qu'un colon mette quinze acres en culture; mais s'il le préfère, il peut remplacer cela par du bétail. Vingt têtes de bétail étant sa propriété réelle, avec des constructions pour les abriter, seront acceptées au lieu de la culture.

(2) Si le père (ou la mère, au cas où le père serait mort) ou toute personne qui est éligible pour faire une entrée de homestead, d'après la teneur de cet acte, réside sur une ferme dans le voisinage du terrain pris comme homestead par la dite personne, les conditions de cet acte, quant au lieu de résidence avant d'obtenir la patente, peuvent être satisfaites par toute personne résidant avec le père ou la mère.

(3) Si le colon a sa résidence permanente sur la ferme qu'il possède dans le voisinage de son homestead, les conditions de cet Acte, quant à la résidence, peuvent être satisfaites par toute personne résidant avec le père ou la mère.

(3) Si le colon a sa résidence permanente sur la ferme qu'il possède dans le voisinage de son homestead, les conditions de cet Acte, quant à la résidence, peuvent être satisfaites par le fait de résidence sur la dite ferme.

La Demande de Lettres Patentes devra être faite au bout de trois ans à l'agent local, au sous-agent ou à l'inspecteur des homesteads. Avant de demander des lettres patentes, le colon devra donner un avis de six mois, par écrit, au Commissaire des Terres du Dominion, à Ottawa, de son intention de ce faire.

Renseignements : Les immigrants nouvellement arrivés recevront au bureau de l'Immigration, à Winnipeg, ou dans tout Bureau des Terres du Dominion, dans l'Ouest du Canada, des renseignements concernant les terres libres ou, des officiers en charge, avis et assistance gratuits pour obtenir les terres qui leur conviennent.

W. W. CORY, Député Ministre de l'Intérieur.